

Brèves économiques Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	<i>Covid19: Evolution de la situation sanitaire AEOI</i>
Djibouti	<i>Réouverture de l'espace aérien de Djibouti le 17 juillet 2020.</i>
Éthiopie	<i>Budget en hausse à 13,5 Mds USD (476 Mds ETB) pour l'année budgétaire 2020/21</i>
Kenya	<i>Abandon par le gouvernement du plan de privatisation des sucreries et suspension des importations de sucre</i>
Madagascar	<i>Mise en place du Plan Multisectoriel d'Urgence de 826 MUSD en réponse à la pandémie</i>
Ouganda	<i>Creusement du déficit budgétaire à 8,9 % pour 2020/21 contre une estimation pré-pandémie de 5,5 %</i>
Rwanda	<i>Adhésion du Rwanda à l'Africa Finance Corporation (AFC).</i>
Soudan	<i>Remaniement ministériel : 7 ministres clés seront renommés.</i>
Tanzanie	<i>Signature d'un accord de 96 MUSD avec deux entreprises chinoises pour la construction d'une rocade périphérique à Dodoma</i>

Actualités Régionales

Covid19: Evolution de la situation sanitaire AEOI. Entre le 6 et le 13 juillet, selon l'OMS*, le nombre de cas officiellement déclarés a progressé de 18 % sur la zone AEOI, contre un rythme de 14 % au niveau mondial. Les décès progressent plus rapidement, à 10 % sur la semaine contre 7 % dans le monde. Le nombre de cas continue d'accélérer à Madagascar (+73 % cette semaine, après +42 %), qui a donc décidé de reconfiner la population de la région de Tananarive pour quinze jours prolongeables si nécessaire, induisant des craintes sur le volet économique et social. Le rythme s'accélère également au Kenya alors que le pays lève les mesures (reprise des vols, levée du confinement de Nairobi et de Mombasa), le nombre de cas a augmenté de 31 % sur la semaine.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril; les émeutes récentes en Ethiopie ont suspendu la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	29/6	6/7	15/7	29/6	6/7	13/7
Burundi	170	191	269	1	1	1
Comores	293	311	317	7	7	7
Djibouti	4643	4792	4977	52	55	56
Erythrée	191	215	232	0	0	0
Ethiopie	5689	6386	7969	98	116	139
Kenya	6070	7886	10 294	144	160	197
Madagascar	2078	2941	5080	18	32	37
Maurice	341	341	343	10	10	10
Rwanda	900	1105	1378	2	3	4
Seychelles	77	81	100	0	0	0
Somalie	2894	2997	3072	90	92	93
Soudan du Sud	1966	2093	2148	36	40	41
Soudan	9258	9767	10316	572	608	657
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	833	939	1029	0	0	0
Total AEOI	35912	40554	37739	1051	1145	1263

Actualités pays

DJIBOUTI

Réouverture de l'espace aérien de Djibouti le 17 juillet 2020. Dans le cadre de la relance économique, le gouvernement djiboutien a décidé la réouverture des frontières aériennes à compter du 17 juillet 2020. Cette décision est motivée par la situation sanitaire actuellement sous contrôle dans le pays. Selon le ministre de la Santé, plus de 48 000 tests ont été réalisés et le taux de positivité est d'environ 10 %. Tous les passagers en provenance de l'étranger devront se faire tester. Il sera également possible pour les voyageurs au départ de Djibouti et en accord avec la réglementation du pays de destination de se munir d'un test PCR réalisé dans un délai de 72h avant la date de départ prévue.

ETHIOPIE

Budget en hausse à 13,5 Mds USD (476 Mds ETB) pour l'année budgétaire 2020/21. Le ministre des Finances a rendu public, le 8 juillet, le budget prévisionnel pour la nouvelle année budgétaire, qui débute le 8 juillet de chaque année. En hausse de 23 % par rapport au budget prévisionnel 2019/20, les principaux postes de dépense seront les infrastructures routières (15 % du budget ; soit 2 Mds USD), l'éducation (1,6 Mds USD ; soit 12 % du budget), et le service de la dette (1 Md USD ; 8 %), tandis que la santé ne représentera que 4 % des dépenses. Par ailleurs, les transferts aux régions vont représenter 37 % du budget. Les principales évolutions de la distribution du budget entre les secteurs concernent les organes de l'État (+66 % par rapport à l'année dernière), la santé (+ 52 %) et les investissements dans les infrastructures d'électrification (+ 233 %) via l'Ethiopian Electric Utility. Les budgets alloués aux transports et à l'eau augmentent aussi de 33 et 22 % respectivement. Néanmoins, les secteurs agricoles (+5 %) et miniers (0 %) semblent être moins prioritaires dans le budget de l'Etat cette année. Selon le ministère des Finances, la majorité du budget (64 %) sera financée par les recettes domestiques - en hausse de 20 - et le reste du financement proviendra de prêts (26 %) et de dons (10 %). À noter qu'une hausse des dons des bailleurs multilatéraux de 44 % est prévue cette année.

MADAGASCAR

Mise en place du Plan Multisectoriel d'Urgence de 826 MUSD en réponse à la pandémie. Le gouvernement a dévoilé le Plan Multisectoriel d'Urgence (PMDU) de 826 MUSD visant à lutter contre la pandémie de la Covid19 et relancer l'économie. Le Plan est doté de trois axes : (i) l'amélioration de la gouvernance de la lutte contre la pandémie (8 MUSD), (ii) le renforcement des mesures de protection sociale (283 MUSD) et (iii) le soutien à la relance économique (535 MUSD) dont un Programme d'infrastructures pour la résilience (290 MUSD) et des mesures transversales d'appui au secteur privé (soutien au capital humain, accès des TPE/PME/PMI aux financements) pour 203 MUSD. Le financement proviendra des ressources propres de l'Etat (443 MUSD), des appuis des bailleurs de fonds (127 MUSD) tandis que 256 MUSD restent à identifier.

KENYA

Abandon par le gouvernement du plan de privatisation des sucreries et suspension des importations de sucre. Le secteur sucrier kenyan est en difficulté depuis plusieurs années. Pour relancer l'industrie du sucre et rendre plus attractif le secteur aux investisseurs privés, le gouvernement a abandonné le plan de privatisation des 5 sucreries en proposant de les mettre en location pour 20 ans et en annulant 62 Mds KES (soit 513 MEUR) de dettes et de pénalités. Par ailleurs, pour soutenir les producteurs kenyans et assurer l'écoulement des stocks de sucre, le gouvernement a suspendu toutes les importations de sucre roux dans le pays et rappelé l'interdiction d'importer de la canne à sucre pour y être transformée au Kenya. Des tensions à la frontière ougandaise sont à l'origine de ces mesures. Le Kenya produit chaque année environ 600 000 tonnes de sucre et en importe 200 000 tonnes pour satisfaire les besoins du pays.

Candidature d'Amina Mohamed au poste de directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Le gouvernement kenyan a proposé la candidature d'Amina Mohamed au poste de DG de l'OMC. Amina Mohamed fera face à cinq autres candidats, dont deux africains, pour obtenir ce poste. Amina Mohamed, née le 5 octobre 1961, est une avocate, diplomate et politicienne kenyane. Elle occupe actuellement le poste de secrétaire de cabinet pour les sports, le patrimoine et la culture au Kenya. Auparavant, elle a été présidente de l'Organisation internationale pour les migrations et du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que la sous-secrétaire générale et directrice exécutive adjointe du Programme des Nations unies pour l'environnement. Elle a également été ministre des affaires étrangères du Kenya de mai 2013 à février 2018.

OUGANDA

Creusement du déficit budgétaire à 8,9 % pour 2020/21 contre une estimation pré-pandémie de 5,5 % La Banque mondiale a exprimé son inquiétude quant à l'augmentation du déficit budgétaire de l'Ouganda. Celui-ci devrait atteindre 7,6 % du PIB pour l'année budgétaire 2019/20 (contre une estimation de 5,8 % du PIB avant la crise de la Covid19) et se situer entre 7 et 8,9 % pour 2020/21 (estimation de 5,5 % avant la crise sanitaire). Compte-tenu des emprunts extérieurs importants contractés à la fin de l'exercice 2019/20, destinés à couvrir les dépenses induites par la pandémie, le ratio dette publique sur PIB devrait dépasser 45 % d'ici la fin de l'année fiscale. Malgré cette augmentation du ratio, l'Ouganda reste peu exposé au risque de surendettement : les prêts contractés à des conditions très favorables dominent le portefeuille et le pays n'a pas eu recours à l'émission d'obligations internationales. La croissance du PIB réel devrait se situer entre 3 et 3,3 %

pour 2019/20 (contre 6,5 % avant crise) et entre 2,9 et 3,7 % pour l'exercice 2020/21. Ces chiffres sont la conséquence des chocs liés à la pandémie, à l'invasion de criquets et aux inondations qui ont frappé le pays.

RWANDA

Adhésion du Rwanda à l'Africa Finance Corporation (AFC). Le 24 juin, le Sénat a approuvé le projet de loi relatif à l'accord de ratification de l'entrée du Rwanda à l'AFC, affirmant que le pays en tirera des gains de développement économique, notamment grâce au financement des infrastructures. L'AFC, fondée en 2007 par des Etats africains, compte 26 Etats membres. Elle fournit des solutions de financement et d'expertise pour le développement de ses membres, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports, de la logistique, de l'extraction et traitement des minéraux et de la communication. En rejoignant l'AFC, le Rwanda bénéficiera d'avantages tels que des prêts destinés à financer des projets d'infrastructure et l'accès à l'expertise de l'AFC dans la planification de grands projets, ainsi que des dividendes sur les investissements du groupe.

Distribution de subvention par la Mastercard Foundation pour soutenir 3 500 PME rwandaises. Dans le cadre son programme de réponse à l'impact de la pandémie de COVID-19, la Mastercard Foundation va aider les entreprises rwandaises affectées à se reconstruire. Mis en place le 19 juin, ce soutien ponctuel est distribué sous forme de subventions via le fonds « *Inkomoko Entrepreneur Development* » à 3 500 petites et moyennes entreprises, dont 1 000 entrepreneurs issus des communautés de réfugiés. L'accent sera mis sur la relance d'entreprises fermées et sur l'accompagnement des entreprises à s'adapter au nouveau climat des affaires.

Don d'1,1 MUSD de la BAD pour améliorer la production de viande au Rwanda. Le 5 juin, le Conseil d'administration de la BAD a approuvé un don de 1,1 MUSD au gouvernement rwandais pour la mise en œuvre du « *Projet de compétitivité commerciale de la chaîne de valeur de la viande* ». Ce don, issu des ressources du Fonds africain pour le commerce (AfTRA-Africa Trade Fund), doit contribuer à l'amélioration de la production de viande, au développement de la chaîne de valeur, à la valorisation du marché et du commerce transfrontalier dans ce secteur et à l'accroissement de la contribution de la chaîne de valeur de la viande dans l'économie du Rwanda. Le projet, qui doit être réalisé entre septembre 2020 et août 2022, cible notamment les districts de Rubavu, Nyagatare, Bugesera, et Rusizi. Il devrait bénéficier directement à plus de 650 producteurs, transformateurs et commerçants dont 74 % de femmes intervenant dans le commerce transfrontalier informel.

SOUDAN

Remaniement ministériel : 7 ministres clés seront renommés. Sur les 20 ministres que comptaient son gouvernement, le Premier Ministre soudanais a démis, le 9 juillet, 7 d'entre eux dont les ministres des Affaires étrangères, des Finances et de la Planification économique, de l'Énergie et des Mines, de l'Agriculture et des Ressources naturelles, des Transports et des Infrastructures, des Ressources animales et de la Santé. Le Premier Ministre a chargé les secrétaires d'Etat ou les secrétaires généraux de gérer les affaires courantes jusqu'à la nomination des nouveaux ministres prochainement. Le Premier Ministre n'exclue pas un second remaniement si l'accord de paix avec une partie des mouvements armés n'intervient pas très rapidement. Ces derniers devraient disposer d'un quart des postes ministériels. Ce remaniement intervient neuf jours après des manifestations organisées dans plusieurs villes du Soudan. Des dizaines de milliers de manifestants étaient descendus dans les rues exigeant une réforme plus rapide et l'accélération du processus de transition vers un régime civil. Le gouvernement de transition subit, depuis des mois, une forte pression conséquence directe de sa gestion de l'épidémie de coronavirus et de la détérioration des conditions économiques.

Reprise de la production des fabricants locaux de médicaments. Alors que la pénurie de médicaments importés perdure, plusieurs fabricants nationaux de médicaments ont annoncé, après plusieurs semaines d'arrêt, la reprise complète de leurs productions après l'approbation par le *National Medicines and Poisons Board*, d'une grille tarifaire prévoyant une augmentation du prix des médicaments de 100 %. Début juillet, les autorités soudanaises ont dédié 10 MUSD au *Medical Supply Fund* pour faciliter l'importation de médicaments. Ce montant ne permettra cependant qu'une couverture de 15 % des besoins mensuels.

TANZANIE

[Signature d'un accord de 96 MUSD avec deux entreprises chinoises pour la construction d'une rocade périphérique à Dodoma.](#) L'Agence nationale des routes de Tanzanie (TANROADS) a signé un accord de 96 MUSD avec deux entreprises chinoises pour la construction d'une nouvelle route à Dodoma, qui sera co-financée par la BAD et le gouvernement. Cette rocade extérieure à deux voies de 112,3 kilomètres de long sera construite autour de la capitale tanzanienne par la *China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC)* et la *AVIC INTL Project Engineering Company*. Selon les autorités, le premier tronçon de 52,3 kilomètres sera construit par la CCECC pour 44 MUSD et devrait être livré dans un délai de 39 mois. Les 60 km restants seront, quant à eux, livrés dans un délai de 43 mois pour un coût total de 52 MUSD.

[L'or, principal source de devises de la Tanzanie devant le tourisme à la suite de la pandémie.](#) La pandémie a fortement touché le secteur du tourisme, dont les recettes ont diminué de 2,3 à 2,5 Mds USD au cours de l'année d'après un nouveau rapport de la Banque de Tanzanie (BoT). Toutefois, la valeur des exportations d'or a augmenté de 45,8 % en 2019/20 (pour atteindre 2,5 Mds USD), notamment grâce au maintien d'un niveau élevé du prix de l'or malgré la crise. L'or a été vendu à 1 531 USD l'once en mai 2020, contre 1 257 USD en mai 2019. Ainsi, les exportations en or en mai ont rapporté 246 MUSD contre 160 MUSD à la même période l'année précédente. Pour rappel, l'or représente 56 % des exportations non traditionnelles.